

**Question de Flore Munck relative aux Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap (AESH)**

Monsieur le Préfet,

Le Val-de-Marne connaît une situation préoccupante concernant l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Alors que les notifications de la MDPH augmentent fortement, la pénurie d'AESH est telle qu'au moins un tiers des demandes ne sont pas satisfaites. Pour celles qui le sont, l'accompagnement ne correspond pas toujours aux heures notifiées, plaçant les enfants, les familles et les équipes éducatives dans de grandes difficultés.

La mise en place des PIAL, présentée comme un outil de flexibilité et de réactivité, a surtout conduit à mutualiser la pénurie sans répondre pleinement aux besoins. Dans certaines écoles du département, notamment à Villejuif, des élèves restent sans accompagnement adapté, et l'ouverture de nouvelles classes ULIS ne peut être pleinement effective faute de personnels.

Nous nous félicitons de la création de nouvelles classes ULIS dans plusieurs collèges, car elles représentent une avancée pour l'inclusion scolaire. Cependant, ces ouvertures se heurtent à un manque criant d'enseignants spécialisés. L'exemple du collège Karl Marx de Villejuif est révélateur : les élèves de l'ULIS ne peuvent être accueillis correctement, faute d'enseignants formés, ce qui dégrade significativement l'intégration des enfants en situation de handicap.

Par ailleurs, la précarité du métier d'AESH contribue directement à cette crise de recrutement. Les contrats limités à 22 heures par semaine, des rémunérations insuffisantes et l'absence de perspectives professionnelles rendent le métier difficilement viable. Dans d'autres départements, certaines mesures, comme des contrats à temps complet, ont permis de stabiliser le recrutement et de mieux répondre aux besoins des élèves.

Dans ce contexte, pouvez-vous nous préciser **quelles mesures concrètes sont envisagées dans le Val-de-Marne pour résorber la pénurie d'AESH et assurer à chaque enfant le respect de sa notification MDPH ? Pouvez-vous indiquer si la possibilité de contrats à temps complet plus attractifs est étudiée localement, afin de rendre le métier viable et stabiliser les équipes ? Combien de postes d'AESH sont actuellement financés dans le département et pour combien d'élèves accompagnés ? Enfin, quelles initiatives l'État compte-t-il engager pour garantir la présence d'enseignants spécialisés dans chaque classe ULIS ouverte, afin que ces dispositifs remplissent réellement leur mission d'intégration des enfants en situation de handicap ?**

Vous remerciant de l'attention que vous pourrez porter à cette question, je vous prie d'agrérer, Monsieur le Préfet, mes salutations républicaines.

**Flore MUNCK**

Conseillère départementale – Canton de Villejuif